

Mama Merkel pas contente, son chouchou Erdogan veut rétablir la peine de mort : et nous, et nous ?

écrit par Christine Tasin | 18 juillet 2016



Les medias ont beau être discrets, ça fuite, ça fuite, ça grogne, ça grogne... Et Mama Merkel a beau regarder ailleurs, elle est un peu éclaboussée, elle qui depuis des mois met le pied de son poulain à l'étrier européen, elle qui, depuis des mois, lutte pour que les Turcs puissent entrer dans nos pays comme dans un moulin, elle qui, depuis des mois, fait le maximum pour que Erdogan garde les "migrants" les mieux formés pour nous envoyer la lie de l'humanité...

Bref, elle couine quant à la réintroduction de la peine de mort en Turquie. Elle ne dit rien par contre quant aux [arrestations](#) et [meurtres en série](#) et autres [décapitations](#)...

Cela pose une question importante. Certes Erdogan est un islamiste, un musulman désireux depuis toujours d'instaurer la charia en Turquie (c'est lui qui a été [retoqué](#) en 2001 et 2003 par la Cour européenne des Droits de l'Homme) et nous ne voulons surtout pas qu'il fasse partie et de l'Europe et de l'Union Européenne, au moins tant qu'elles existent...

Néanmoins, au nom de quoi une Merkel déciderait-elle que nos députés ne pourraient pas voter le rétablissement de la peine de mort, librement votée en 1981 en France, par les députés et sénateurs de l'époque ?

Au nom de quoi une Merkel et un Juncker décideraient-ils que les peuples n'ont pas le droit de s'adapter à une situation, de changer les choses et les lois ? Cela s'appelle la dictature.

S'il devait y avoir une bonne raison de voter Marine Le Pen en 2017, la voici, il nous faut un dirigeant qui accepte de tout remettre en question, l'UE au premier chef, afin que le peuple puisse faire ce qu'il désire. Y compris tuer les terroristes. Parce qu'en l'état la situation de la France a changé, nous ne savons plus quoi faire des [terroristes](#) et radicalisés qui nous coûtent de l'argent, du personnel, des places de prison... et qui, quand ils sortiront, parce qu'ils sortiront, tueront nos enfants. La seule solution est effectivement de rétablir la peine de mort et de prévoir clairement cette sanction pour toute participation à une entreprise terroriste.

Peine de mort en Turquie: Angela Merkel met en garde Erdogan

La réintroduction en Turquie de la peine de mort serait "la fin des négociations d'adhésion" d'Ankara à l'UE, a prévenu la chancelière allemande

La réintroduction en Turquie de la peine de mort, évoquée dimanche par le président Recep Tayyip Erdogan après le putsch raté, serait "la fin des négociations d'adhésion" d'Ankara à l'UE, a déclaré lundi le porte-parole du gouvernement allemand.

Steffen Seibert a par ailleurs dénoncé les "*scènes révoltantes d'arbitraire et de vengeance*" perpétrées à l'encontre de soldats soupçonnés d'avoir participé au putsch contre M. Erdogan.

"L'Allemagne et l'UE ont une position claire: nous rejetons la peine de mort

catégoriquement”, a déclaré Steffen Seibert lors d’un point de presse gouvernemental. “L’introduction de la peine de mort en Turquie signifierait en conséquence (pour Ankara) la fin des négociations d’adhésion à l’[Union européenne](#)”, a-t-il prévenu.

“L’UE est une communauté de valeurs et une communauté unie autour de l’idée que la peine de mort se situe hors de ses valeurs”, a souligné M. Seibert, selon lequel “certaines déclarations venues de Turquie sont inquiétantes”.

Le gouvernement allemand “condamne” la tentative de coup d’Etat

Le gouvernement allemand “condamne” la tentative de coup d’Etat, a poursuivi le porte-parole, ajoutant que désormais, “l’Etat de droit” devait prévaloir.

Le chef de l’Etat islamo-conservateur [Recep Tayyip Erdogan](#) a évoqué dimanche une possible réintroduction de la peine capitale en Turquie, après le putsch manqué mené dans la nuit de vendredi à samedi par un groupe de militaires. Ankara avait aboli la peine de mort en 2004 dans le cadre de sa candidature à l’UE.

“Nous avons vu dans les premières heures après l’échec du putsch des scènes révoltantes d’arbitraire et de vengeance envers des soldats, en pleine rue”, a par ailleurs dénoncé M. Seibert.

“Une telle chose est inacceptable”, a-t-il insisté.

“Et dans ce contexte, il faut également dire clairement : cela soulève de graves questions et des doutes lorsque, un jour après la tentative de putsch, 2.500 juges se voient relevés de leurs fonctions”, a encore dit M. Seibert.

L’inquiétude montait lundi en Allemagne, et plus largement au sein de la communauté internationale, face à la vague de répression qui touche la Turquie depuis le coup d’Etat manqué mené par un groupe de militaires dans la nuit de vendredi à samedi.

Depuis, la chasse aux mutins, désormais officiellement qualifiés de “terroristes”, se poursuit. Au moins 290 personnes ont été tuées pendant la tentative de putsch et 6.000 personnes sont actuellement en garde à vue.

(Avec AFP)

<http://www.challenges.fr/monde/20160718.CHA1931/peine-de-mort-en-turquie-angela-merk-el-met-en-garde-erdogan.html>